

Dépose une demande d'interpellation sur les personnels de l'usine Salmson de Boulogne-Billancourt [28 juillet 1955] (p. 4414).

**GUEYE (M. Abbas)**, *Député du Sénégal* (I.O.M.).

Son élection est validée [22 août 1951] (p. 6388). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juillet 1951] (F. n° 5); [20 janvier 1953] (F. n° 216); [19 janvier 1954] (F. n° 341); [18 janvier 1955] (F. n° 482).

### Dépôts :

Le 27 novembre 1951, une proposition de loi tendant à fixer à 15 heures la reprise du travail de l'après-midi de chaque vendredi pour tous les travailleurs musulmans d'Afrique occidentale française, n° 1727. — Le 6 novembre 1953, une proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale d'une Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier sur place les modalités d'application du Code du travail et de la loi du 30 juin 1950, dans les territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 7129. — Le 25 mars 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la ville de Dakar, n° 10522.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4799, 4800); Art. 2 : *Interdiction du travail forcé* [22 novembre 1952] (p. 5470, 5471); *Son amendement tendant à reprendre la définition du travail forcé votée en première lecture* (p. 5471); Art. 5 : *Son amendement tendant à rendre publics les noms des fondateurs et administrateurs de syndicats* (p. 5473); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à ce que les dirigeants de syndicats puissent ne pas appartenir à la profession* (p. 5473); Art. 55 : *Son amendement tendant à reprendre l'article énumérant les employeurs qui ne peuvent recevoir d'apprentis par suite de condamnations*

(p. 5488); Art. 109 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la durée légale du travail* (p. 5502); *le retire* (p. 5504); Art. 150 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux pouvoirs des inspecteurs du travail* (p. 5531); — d'une proposition de loi modifiant le régime des élections municipales amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Extension de la loi aux territoires d'outre-mer)* [24 mars 1953] (p. 2211). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son amendement tendant au report de l'examen du budget de la France d'outre-mer* [3 novembre 1953] (p. 4778). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (Exercice 1954); FRANCE D'OUTRE-MER : *Motion préjudicielle de M. Silvandre tendant à surseoir au débat en attendant les textes d'application du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1953] (p. 5422); Etat A, Chap. 31-01 : *Administration centrale (Régression sociale et ralentissement des investissements, insuffisance de la scolarité en Afrique, expropriations d'indigènes en vertu du décret du 30 avril 1932, sort des étudiants noirs à Paris)* (p. 5431, 5432); Chap. 31-52 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des magistrats des territoires d'outre-mer (Indemnité forfaitaire à majorer)* (p. 5452); — des interpellations sur la politique européenne : *Discussion générale (Danger d'intégrer les territoires d'outre-mer à la Communauté politique européenne)* [24 novembre 1953] (p. 5487, 5488); — des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Approbation chaleureuse des élus d'outre-mer pour la politique générale inaugurée à Tunis, loyalisme éprouvé des territoires d'outre-mer, promesses à tenir (Constitution), survivances racistes* [27 août 1954] (p. 4320); — d'une proposition de loi relative à l'organisation municipale dans les territoires d'outre-mer, Art. 69 : *Ses amendements (Suppression d'une discrimination entre les communes de plein exercice)* [12 août 1954] (p. 4154); *Ses explications de vote* [13 août 1954] (p. 4177); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES pour 1955 et 1956, Section commune Chap. 54-91 : *Son amendement indicatif (Constructions pour les*

*personnels de la marine, notamment à Mers-el-Kébir* [23 juillet 1955] (p. 4154) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Vote des indépendants d'outre-mer sur le scrutin d'arrondissement* [2 novembre 1955] (p. 5470).

**GUICHARD (M. Victor)**, *Député de l'Yonne.*  
(R. I.).

Son élection est validée [20 juillet 1951] (p. 6004). = Est nommé : membre de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des affaires économiques [28 août 1951] (**F. n° 27**) ; de la Commission de la production industrielle [20 janvier 1953] (**F. n° 216**). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et les sociétés d'économie mixte [19 décembre 1951] (**F. n° 73**).

#### Interventions :

S'excuse de son absence [16 février 1954] (p. 289). = Obtient un congé [16 février 1954] (p. 289).

**GUIGUEN (M. Louis)**, *Député du Morbihan*  
(C.).

Son élection est validée [11 juillet 1951] (p. 5924). = Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des boissons [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1955] (**F. n° 482**). — Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [19 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à attribuer exceptionnellement à la

commune de Larmor-Plage (Morbihan) un crédit de 30 millions de francs afin d'entreprendre d'urgence les travaux de réfection de la digue de la Nourriguel, **n° 334**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi organisant le vote par procuration des ouvriers agricoles saisonniers, **n° 335**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de loi tendant à garantir aux veuves de marins un taux minimum de pension compatible avec les difficultés actuelles de l'existence, **n° 387**. — Le 2 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficiaire de l'allocation-logement les retraités de l'Etat ayant des enfants à charge et remplissant les conditions requises, **n° 480**. — Le 7 août 1951, une proposition de loi tendant à accorder d'urgence au Comité national d'entraide aux familles des marins péris en mer la somme de 100 millions de francs, **n° 592**. — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application les accords et les décisions pris concernant les salaires des travailleurs de l'Etat et les techniciens de la marine, **n° 1122**. — Le 12 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'admission aux fonds de chômage des marins pratiquant habituellement la petite pêche à la part et complètement privés du travail dont ils tiraient leurs moyens d'existence, **n° 1961**. — Le 11 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter par les armateurs à la pêche industrielle de Lorient, la convention tripartite valable à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1945 et faisant l'objet de la décision n° 7 du Secrétaire général de la marine marchande en date du 19 janvier 1946, **n° 1975**. — Le 30 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S.N.C.F. de porter à trois jours la validité des billets dits de « promenades d'enfants », **n° 2312**. — Le 19 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy et à rétablir le trafic voyageurs interrompu depuis le 2 octobre 1949, **n° 2736**. — Le 24 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler l'arrêté du 21 juin 1952 augmentant de 300 0/0 le prix du loyer des baraques à usage d'habitation édifiées par l'Etat, **n° 4494**. — Le 8 novembre 1952, une proposition de résolution